

Guerre d'Algérie : les voiles se lèvent sur cette saloperie de guerre, par Jarczyk

écrit par Jarczyk | 29 novembre 2013



Bien des voiles doivent se lever sur les réalités de cette saloperie de guerre

Guerre d'Algérie : les derniers secrets, Par Arnaud Folch (Valeurs Actuelles)

Dans son livre choc, *“Un silence d’État”* (Soteca-Belin), l'historien Jean-Jacques Jordi dévoile des centaines d'archives interdites d'accès. Cinquante ans après, celles-ci remettent en question la vision à sens unique propagée jusqu'à sur la guerre d'Algérie.

C'est un historien réputé, plutôt classé à gauche, qui a eu la lourde tâche de “fouiller” les archives inédites de la guerre d'Algérie. Docteur en histoire, enseignant, notamment à l'École des hautes études en sciences sociales, auteur d'une dizaine d'ouvrages et de plusieurs documentaires télévisés consacrés à ce conflit (France 2, France 3, M6), Jean-Jacques Jordi, 56 ans, n'a rien d'un “extrémiste” – d'une cause ou d'une autre. « *Mon travail est scientifique*, dit-il. *Je ne suis ni un juge qui décide “c'est juste ou injuste” ni un religieux qui décrète “c'est bon ou mauvais”.* » Raison pour

laquelle Renaud Bachy, président de la Mission interministérielle aux rapatriés, l'a exceptionnellement autorisé il y a quatre ans, au nom du gouvernement, à plonger dans ces archives, normalement interdites d'accès pour une période allant de soixante à cent ans.

Centre historique des Archives nationales, Service historique de la Défense, Service central des rapatriés, Archives nationales d'outre-mer, Centre des archives contemporaines, Centre des archives diplomatiques, Comité international de la Croix-Rouge?: en tout, ce sont près de 12?000 documents administratifs classés "très secret", "secret" et "secret confidentiel" que Jean-Jacques Jordi a pu consulter et photographier. Rassemblés (pour partie) dans son livre, *Un silence d'État*, dont Valeurs actuelles publie des extraits en exclusivité, le résultat de son enquête et les documents qu'il porte aujourd'hui à la connaissance du public sont absolument stupéfiants. Pourtant spécialiste de la question, lui-même le reconnaît?: « *Jamais, confie-t-il, je n'aurais imaginé découvrir de tels faits.* »

Depuis près de cinquante ans, l'histoire de la guerre d'Algérie s'écrit en noir et blanc?: d'un côté, les "gentils" (le FLN et les partisans de l'indépendance), de l'autre, les "méchants" (les pieds-noirs et les défenseurs de l'Algérie française).

Les travaux de Jean-Jacques Jordi remettent totalement en question ce manichéisme mémoriel. Non pour réhabiliter une violence par rapport à une autre, mais pour rétablir une vérité autrement plus complexe que celle propagée depuis 1962. « Jusque-là, la thèse officielle était que l'OAS, refusant les accords d'Évian, avait plongé l'Algérie dans la terreur, légitimant la riposte du FLN, rappelle l'auteur. Cela n'est qu'en partie vrai. D'abord parce que le terrorisme FLN a précédé celui de l'OAS, mais aussi parce qu'il a été beaucoup plus meurtrier. Ensuite, sous prétexte de lutte anti-OAS, le FLN et l'ALN (Armée de libération nationale) se sont

essentiellement livrés à des exactions dirigées non contre les activistes, mais de manière aveugle contre l'ensemble de la population – **l'instauration de ce climat de terreur ayant pour but avoué de précipiter le départ des Français, y compris après le 19 mars (cessez-le-feu) et le 5 juillet (indépendance).** »

Documents parfois terribles à l'appui, Jean-Jacques Jordi révèle une "autre" guerre d'Algérie, où les "héros de l'indépendance" – tout du moins une partie d'entre eux – livrent la face obscure de leurs méthodes?: enlèvements, viols, tortures, actes de barbarie... Jusqu'à ces « quarante Européens séquestrés » jusqu'à ce que mort s'ensuive pour servir de « donneurs de sang » aux combattants FLN?! Ces faits, démontre l'ouvrage, étaient connus, et même soutenus, par les dirigeants algériens de l'époque. Aussi incroyable que cela puisse paraître, écrit-il, « *il n'y eut aucune poursuite judiciaire de la part de la justice algérienne contre ceux qui s'étaient rendus coupables d'exactions ou de meurtres* ».

Mais les archives secrètes n'épargnent pas non plus les autorités françaises et le rôle des "barbouzes" envoyés sur place?: oui, **des Français ont torturé d'autres Français?; oui, des listes de militants supposés de l'OAS ont été transmises aux insurgés?; oui, des ordres ont été donnés afin de ne pas intervenir, condamnant à mort des centaines d'hommes, de femmes et d'enfants...** Au-delà de la passivité, une véritable complicité. Comment qualifier autrement l'attitude – révélée par un rapport – de ces gendarmes mobiles rendant à ses bourreaux FLN un ressortissant français « torturé à l'électricité et battu » qui était parvenu à s'enfuir et à se réfugier dans leur cantonnement??

« Que la raison d'État – des deux côtés de la Méditerranée – l'ait emporté sur quelques milliers de vie, cela n'est pas propre à la guerre d'Algérie, au moins faut-il le reconnaître », écrit Jean-Jacques Jordi. **Pas plus que les événements ne le furent, la repentance ne peut pas, et ne doit pas, être à sens**

unique. Cinquante ans après, le moment est sans doute venu pour l'Algérie, comme pour la France, de reconnaître ce que fut – aussi – ce conflit?: le martyre des pieds-noirs et des harkis. Nicolas Sarkozy s'y était engagé en 2007 à Toulon lors de sa campagne électorale. Osera-t-il, à l'occasion des cérémonies du cinquantenaire, braver le "politiquement correct", aujourd'hui clairement désavoué, et tenir sa promesse?? Arnaud Folch

À lire également dans « Valeurs actuelles » :
Document. Ces vérités occultées par les archives

À lire également sur valeursactuelles.com

Jarczyk